

rappeler, en fouillant, que la note de passage est passée de 60 % à 50 % en secondaire V pendant longtemps. Faut aussi penser aux programmes allégés en secondaire. Faut aussi se rappeler la difficile confiance des étudiants à l'égard de leur formation au secondaire. Tout ça mis ensemble produit un cocktail négatif à l'endroit de ceux qui ont la charge de «former - éduquer - instruire - enseigner» dans l'ordre post-obligatoire d'enseignement. Et je n'ai pas parlé de «normalisation» des résultats qui font «accroître» aux étudiants que le collégial leur est accessible.

Les enseignants sont donc sur la ligne de front de la prise de parole et du «feed-back» négatif. Mais où est donc l'importance et la reconnaissance sociale de l'enseignant? Presque nulle part! Et pourtant l'acte d'enseigner ne saurait être autre que créateur... pas improvisé mais créateur. Comment créer à partir de la connaissance des situations vécues des étudiants dans un contexte aussi défavorable? Comment créer et agir quand il n'y a pas de reconnaissance sociale, encore moins salariale? Comment créer sans support, sans environnement favorable?

Et comment pourrait-il y avoir de la reconnaissance sociale quand l'acte d'enseigner est dénaturé en lui assignant l'obligation de se programmer... et autant que possible de se faire «assister» par l'ordinateur? Comment et pourquoi créer dans l'enseignement quand ce ne sont majoritairement que des feed-back négatifs qui nous sont retournés? Feed-back négatifs basés, au surplus, sur des jugements sommaires déformés. Ce me semble patent: *il n'y a pas de création dans la technique pédagogique*; c'est la spirale négative de la dépréciation et de l'absence d'estime-de-soi; c'est ce qui disparaît le plus vite dans ce contexte technicien de la pédagogie. Et Dieu sait que «l'estime-de-soi» représente le canal d'alimentation essentiel par lequel passe la transmission des savoirs et de la formation.

Réinsérer le citoyen au noeud de la réflexion et de la pratique pédagogique

La reconnaissance des enseignants et de l'enseignement ne viendra que de nos interventions sur la place publique... pour faire réagir les intelligences actives hors-pédagogie. Il faut informer, c'est-à-dire donner une forme, un sens à notre message. Il faut informer le citoyen, le public-citoyen dans ce qu'il a de plus sensible, c'est-à-dire ses intérêts. Si on dit que «le journalisme est le chien de garde de la démocratie» — même si ça fait bien longtemps que je ne l'aie pas entendu dire! — il faut se rappeler que ces journalistes-là passent et sont passés par l'école qui les a formés et les forment encore tout au long de leur cheminement de carrière. Alors faut croire qu'ils sont, pour les plus jeunes, le reflet d'une absence de pensée de fond au profit d'une action de surface. Donc, la tâche reste à faire.

Nous devons atteindre le citoyen dans ce qui demeure le principe fondateur de la démocratie: *le reste de la liberté*. Le reste de liberté de savoir, de comprendre, de «devenir» en toute autonomie. Si le public se sent concerné dans ses intérêts propres, en dehors de toute propagande, en toute intelligence, pourquoi ne réagirait-il pas? Parce que la structure de la propagande techno-économique est trop forte? Allons donc! Prenons la responsabilité formatrice qui est la nôtre et ce dans toutes les matières, disciplines, programmes. Ce n'est peut-être pas pour demain mais c'est là un beau programme! Et un programme d'action directe et concrète.

S'il y a une chance pour que nous contribuions — comme enseignant — à sortir de l'état idéologico-matériel, à trouver une issue dans ce marécage flamboyant qui est la nôtre, il faut avant tout se garder d'une erreur qui consisterait à croire que le citoyen est aussi libre qu'il l'était... au début du siècle, par exemple!!! ou au début des années '70.

Si nous nous projetons dans l'azur avec la certitude que «l'homme» a des ressources infinies et qu'en dernière instance, il est bien libre de choisir son destin, de choisir entre le bien et le mal, de choisir entre les multiples possibles qu'offrent les gadgets techniques; si nous croyons qu'il est libre d'inventer le contre-poison à tous les poisons inventés et même d'aller coloniser l'espace pour tout recommencer s'il le faut. Eh bien, imaginez tous les «si», tous les possibles ouverts à cet «homme» souverainement libre et dites-vous bien alors que si nous croyons réellement cela nous sommes réellement perdus. Car la seule voie qui laisse un passage étroit dans ce monde énorme de faux-semblants (exprimant cependant de vraies puissances) c'est celle qui suppose que «l'homme» ait encore un *niveau de conscience suffisant*, une autocritique survivante pour reconnaître qu'il descend, depuis 50 ans, de marche en marche, l'escalier de l'absolue nécessité du Progrès des Structures, l'escalier du Destin. Les Anciens auraient-ils dit de la Fatalité.

Nous devrions contribuer à développer ce niveau de conscience. Est-ce que cela n'a pas toujours été un des buts de la formation en éducation? Est-ce que cela peut se fragmenter en objectifs cognitifs opérationnalisables, évaluables, transmissibles par la technique dans l'enseignement?

Parce qu'enfin, derrière toute éducation, et à tous les niveaux (peut-être plus particulièrement au nôtre avec des étudiants de 17-18-19 ans) il doit y avoir un horizon d'humanité. Parce qu'enfin, éduquer c'est tirer l'être humain de la barbarie primitive, lui faire connaître son pouvoir de se gouverner lui-même et surtout de ne pas croire sans preuves. *Tel est le but essentiel, et c'est un but urgent* car, on le voit bien, la barbarie du «cruise control» menace toujours sans le vernis laqué de la culture technicienne.

En conséquence

Une première conséquence de cela, c'est que l'éducation vaut pour tous les potentiels et non seulement pour une élite. Vouloir avant tout former une élite, c'est prendre comme finalité une certaine organisation économique-sociale, et non pas ce regroupement d'individus-citoyens constituant une démocratie. L'éducation basée sur la technique, et sur la mesure des aptitudes, porte en elle ce vice d'être toujours plus ou moins au service des pouvoirs. Elle trie les plus dignes, les plus capables en vue d'en faire des recrues pour les parties gouvernantes, «décidantes» et «entreprenantes». En quelque sorte, et même si c'est «grossier», c'est un moyen de tyrannie: le projet d'instruire ceux qui en sont dignes est inutile.

Le projet de n'instruire que ceux qui en sont dignes est laid. Il y a dans cette mesure des aptitudes qu'on annonce, et dans ce barrage contre les esprits épais, quelque chose de profondément injuste... et toute l'injustice peut-être. Je crains et j'ai peur d'un recrutement de ministres, de spécialistes, de gens d'affaires, de décideurs et de directeurs chez les dignes — les doués de la douance — qui seraient, au fond, les nouveaux patriens concoctant une ploutocratie à coloration démocratique.

Ainsi les peuple-citoyen resterait sans esprit — sauf la soumission — puisqu'il suffirait que ses «maîtres» aient de l'esprit. Bien au contraire, ceux qui doivent intéresser au premier chef l'enseignant-éducateur-formateur-professeur, ce ne sont pas les génies qui bondissent au premier signe mais ceux qui s'accrochent partout et se trompent sur tout. Ceux qui perdent courage et désespèrent de leur esprit et de leur intelligence. Si l'on se mettait à s'instruire et former les ignorants on verrait du nouveau. L'éducation formatrice doit donc s'adresser à tous et d'abord aux esprits lents.

De réserver le «décrochage» à l'esprit lent ou de lui réserver la «classe allégée», la «technique facile», c'est ne voir en lui que l'instrument à mettre dans les mains du chef, c'est préparer l'épais à sa fonction d'outil. Bien au contraire, il nous faut donner à un nombre maximum d'étudiants l'éducation la plus haute et réclamer le pouvoir de le faire parce que le public-citoyen paie pour cela... et le public-citoyen ne sait même pas qu'il est privé d'un service qui pourrait le servir vraiment.

Il nous faut donner non pas rien qu'une habileté technique, mais contribuer à développer la puissance de se gouverner et de résister aux entraînements des modes éphémères, de même qu'aux persuasions intéressées et habiles des «décideurs», des manipulateurs et des marchands d'opinion. Une éducation donc qui s'adresse autant à la volonté qu'au savoir. Une éducation qui donne plus d'importance à la manière de penser qu'au contenu de la pensée. La démocratie sans instruction, sans éducation, sans formation, est une institution vaine et peut-être même pernicieuse, dangereuse.

Enseigner au cégep en 1988-89, dans «l'air du temps», c'est un job pour plusieurs, une vocation pour certains, mais assurément une «fonction» pour tous. Pas la fonction qui fait le fonctionnaire. La fonction qui est «ce que doit accomplir une personne pour jouer son rôle dans la société, dans un groupe social». La fonction qui est «une profession considérée comme contribuant à la vie d'une société.» (Le Petit Robert).

Pour qui tente de réfléchir le présent... ce qui est penser l'avenir... enseigner au cégep en 1988-89 est une fonction vitale et urgente³⁹. Que ceux qui ont des oreilles entendent. Que ceux qui ont le souci de l'avenir se répandent. Parce que c'est le vivre, le savoir-vivre qui est résolument mis en cause. On passe subrepticement du savoir-vivre au savoir-subsister versus le savoir-faire-de-l'argent. Pour la société des humains rassemblée en démocratie citoyenne où donc est la vigie, présentement?

³⁹ C'est pour cela qu'il fait mal d'entendre et de voir les scénarios concoctés en officines, pour la secondarisation des «techniques légères et humaines», la concentration des techniques lourdes en «centres spécialisés» et la juxtaposition du secteur général à l'Université: de même que l'éclosion favorisée de baccalauréats internationaux, l'homogénéisation et la conformité de l'enseignement post-secondaire québécois avec l'ensemble canadien... et si possible d'en arriver à une homogénéisation nord-américaine. Technologie oblige! Pendant que d'autres — la France entre autres — s'évertuent à trouver un lieu de transition et de formation entre le lycée et la «grande salle des pas perdus» de l'Université. De toute urgence, il faut instaurer des projets éducatifs menant à la réalisation d'une «propédeutique» d'une année avant d'aborder le niveau collégial 1968-88 ou bien moduler les cours du secteur général 3-3-3 en 3-2-3 afin de former une méthode cruellement absente depuis 1978-79. Ou bien un cours collégial carrément de 3 ans puisque la majorité des étudiants prennent 5.3 sessions pour obtenir leur D.E.C. général. Ou bien installer — après moult vérifications statistiques sur une longue durée — un seuil (mettons 75 % ou un indice, genre cote «z») qui permettrait aux plus forts de se risquer en 4 sessions. Quant aux autres, ce serait 6 sessions. Que notre mot d'ordre soit: POUVOIR DONNER À SAVOIR.

Communication de
Lorraine GALLANT
Professeure
Cégep de Sainte-Foy

J'essaierai de répondre à cette question en faisant, en un premier temps, une rétrospective sur mon cheminement personnel, pour ensuite vous faire part de l'état de ma réflexion à ce sujet.

Très jeune, je fus attirée par la profession d'infirmière. À cet âge, l'idéalisme prenait le pas sur la raison et la vocation primait sur la «job». C'est encore le cas aujourd'hui. Je fis mon cours d'infirmière et fus reçue en 1974. Enfin, je pus travailler auprès des malades. Je vivais «ma vocation»! Pendant un an, j'ai pratiqué ma profession d'infirmière dans une unité de pédiatrie. C'est là que j'ai réalisé que j'avais des aptitudes auprès des adolescents et que j'appréciais leur présence. Ce goût de communiquer avec des jeunes m'a inspirée à me diriger vers l'enseignement. J'ai donc fait un baccalauréat en éducation. Là encore, la vocation primait sur la job. Au fait, je n'avais jamais envisagé ma profession sous l'aspect job, mais bien comme une vocation.

Définitions

Regardons ce que nous dit le dictionnaire *Petit Robert* et quelle est l'acception vernaculaire de ces deux termes.

JOB. (*Vers 1950, mot anglais*), *anglicisme familier*. — *Travail rémunéré qu'on ne considère généralement pas comme un véritable métier*. — *Tout travail, emploi rémunéré*.

Il est évident que, pour ma présentation, je ne tiendrai compte que de la deuxième définition, c'est-à-dire que le mot job sera pris dans son sens d'emploi rémunéré. Le langage vernaculaire emploierait comme synonyme «travailler pour la paye». Ce qui revient à dire, avoir peu d'estime pour son travail, le considérer comme un moyen d'assurer sa subsistance, sa croûte sans plus. Cela revient aussi à dire avoir peu d'estime pour soi. Il ne faut pas non plus pousser l'abnégation jusqu'à ignorer complètement l'aspect job. La rémunération est une dimension importante du travail

Pour l'autre mot, je ne retiendrai pas la définition religieuse, mais j'irai à la deuxième qui se lit comme suit: **VOCATION** (1190; *latin: vocation, action d'appeler*), — *Inclination, penchant (pour une profession, un état)*. Voir *attrance, disposition, goût*. Il faut se rappeler qu'à une certaine époque pas si lointaine, l'osmose entre la vocation religieuse et la vocation profane était presque complète en éducation et en travail hospitalier.

Historique

Nous allons tenter de faire un bref historique de l'évolution de la profession d'enseignante et d'infirmière. Ce champ d'activité ayant été occupé presque exclusivement par des femmes, c'est donc une analyse féministe que je présenterai.

• Avant les «unions»

Traditionnellement, au Canada français, ce sont les institutions religieuses de femmes qui se sont occupées du domaine servile, mais important, de la santé. Les religieuses et leurs élèves (qui devenaient souvent religieuses à leur tour) avaient une double vocation, soit la vocation religieuse et la vocation de faire le bien et de se sanctifier en soignant les malades pour l'amour de Dieu. La morale janséniste de l'époque considérait les biens matériels et l'argent comme une vile compensation qu'il fallait traiter avec dédain. L'infirmière de cette époque ne vivait que pour sa vocation; par contre, elle vivait très mal de sa vocation.

L'enseignante, ou la maîtresse d'école si vous préférez, était dans la même situation que l'infirmière. L'enseignement supérieur était réservé aux hommes, à cette époque, comme par hasard. C'était une «vocation féminine» que d'enseigner à l'élémentaire. C'était une profession où la «vocation» tenait lieu de salaire. L'enseignante devait faire la classe à tous les niveaux, de la première à la septième année, couper le bois, chauffer l'école, être secrétaire de la paroisse et du village, être célibataire, bonne catholique; la liste des exigences pourrait être longue. Si elle avait l'outrecuidance d'exiger un salaire, même en dessous de la décence, ou encore si ses années d'expérience à un même endroit lui valaient une augmentation de salaire, vite on la congédiait pour la remplacer par une nouvelle «maîtresse d'école» qui coûtait moins cher.

L'infirmière et l'enseignante vivaient une insécurité féodale, exploitées qu'elles étaient par une société qui les payait avec un discours pontifiant où était absente la dimension pécuniaire. Pas question de parler de job avec des conditions de vie minimales. Au mieux, elles pouvaient se marier (avec un bon parti, du genre médecin) ou entrer en religion. Pour les autres, elles finissaient épuisées, dans l'oubli et la solitude.

Les nostalgiques nous diront que la santé et l'éducation coûtaient moins cher à cette époque. C'est évident, quand on pense à ces milliers de sacrifiées.

• La Révolution tranquille

Au début des années soixante, le Québec se dote d'outils collectifs de développement dans le domaine de l'éducation et de la santé. Ces deux secteurs deviennent accessibles à tous. Ils ne sont plus réservés à une minorité de nantis. De nombreuses écoles se construisent à l'intérieur desquelles s'engouffrent des enseignantes et enseignants qui n'ont peut-être pas eu le temps de se poser la question: «Ai-je la vocation?» Avec l'accessibilité aux soins, le même phénomène se vit dans le monde hospitalier. Les professions d'infirmières et d'enseignantes sont encore, à ce moment, deux des quelques avenues possibles et faciles d'accès pour la jeune fille qui veut travailler. Les choix sont peu nombreux. Des structures originales sont créées: ce sont les cégeps, dans le monde de l'éducation, et les C.L.S.C., dans celui de la santé et des services sociaux. Il y a rareté du personnel. Le discours du Gouvernement est: «Qui s'instruit s'enrichit.» Enseignantes et infirmières revendiquent, entre autres, des conditions salariales décentes. C'est une décennie où l'on peut penser que la vocation est mise en veilleuse. Dans les faits, il n'en est rien. Les enseignantes et infirmières ont compris que la vocation doit s'incarner à l'intérieur d'un cadre matériel minimal.

• De nos jours

Lors des négociations qui s'ensuivent, le Gouvernement et la direction des établissements utiliseront l'argument de la vocation, afin de contenir les justes revendications de ces travailleurs et travailleuses. Comme par hasard, la société, par ses élus, trouve belle la «vocation» et tente d'utiliser cet argument pour culpabiliser l'infirmière et l'enseignante. La vocation et la job deviennent des arguments de négociation. Si on revendique trop ou si on ne pense qu'à l'argent, on nous dit que nous oublions, pour des considérations matérielles, le bien des enfants ou des malades. Au fond, il n'en est rien.

Ce que veulent les enseignantes et les infirmières, c'est une juste reconnaissance sociale par une participation à la richesse collective. Elle ne veulent plus retourner à l'arbitraire, à l'abnégation gratuite rapidement oubliée. Elles veulent vivre pleinement comme membres d'une société en pleine évolution. Les cours de perfectionnement s'ajoutent à des stages en milieu de travail: c'est la course au perfectionnement tous azimuts. Tant l'infirmière que l'enseignante n'ont jamais été aussi professionnelles et fières de leur travail qu'à la fin des années soixante-dix. Ce fut de courte durée. Le prétexte* de la crise économique fut utilisé pour ramener ces professionnelles au rang de travailleurs «gras dur», égoïstes et enfants gâtés. Pendant près de trois ans, le discours du Gouvernement à l'endroit de ses professionnels de la santé et de l'éducation a été dégradant. Nous nous sommes senties humiliées, dévalorisées auprès de la société. Plusieurs ne s'en sont pas encore remises et ne s'en remettront probablement jamais. Ce qui est encore plus triste, c'est que ce discours des élus-patrons a été repris avec allégresse par la direction de certains établissements. Le discours de la société est bas; tout est ramené à la job. La vocation vacille au fond de l'âme de beaucoup. Ce sont des années noires. Le feu sacré est-il éteint à jamais?

L'avenir

Ce serait mal connaître les enseignantes et les infirmières. Fondamentalement, ce sont des êtres de vocation, de dévouement et d'abnégation. Rapidement, elles se cherchent un modèle, elles veulent se mobiliser sur un thème qui leur donnera un nouveau souffle, un nouveau départ. Ce ne sont sûrement pas des questions d'argent qui seront le catalyseur. Il est évident que des conditions minimales doivent être réunies pour que puisse s'exercer la vocation. Quel serait cet idéal que cherchent les enseignantes?

Retrouver le goût de la pédagogie

À cette étape de ma réflexion, je crois que tous, nous avons besoin de nous réapproprier la pédagogie. Pendant les 20 dernières années, beaucoup de spécialistes, bien intentionnés, ont fait de l'expérimentation avec l'éducation. Heureusement, au cégep, les professeurs ont eu à participer aux démarches remettant en cause certains programmes, certaines méthodes. À cet égard, en comparaison avec d'autres niveaux, nous avons beau-

*J'utilise le mot «prétexte» sciemment. Le profit des entreprises n'a jamais été si élevé que pendant cette pseudo-crise. Il serait plus juste de parler d'ajustement du capital vis-à-vis le monde du travail.

coup de latitude. C'est peut-être la voie par laquelle nous pourrions retrouver la dignité, le goût de la vocation quelque peu ébréché au cours des ans.

Il faut se rappeler qu'à l'origine des cégeps le rapport Parent donnait de grandes orientations, mais ce sont les professeurs qui, pour une large part, ont créé cette institution originale. Chaque discipline, chaque technique a élaboré ses cours et ses programmes en étant toujours très près des élèves.

C'est peut-être ce lien privilégié avec nos étudiants qui, au fond, est le fil qui nous permettra de renouer avec la vocation. En étant près de la réalité du marché du travail, nous devons, transcendant les modes et les tendances, revenir à la formation fondamentale de l'individu. Évidemment, cette notion est plus facile à écrire qu'à décrire. Il nous faudra probablement un « colloque des 25 ans des cégeps » pour arriver à s'entendre sur la grande orientation contenue dans ce principe de base.

La société en évolution

Il nous reste aussi le défi de l'adaptation à une société changeante. À la fin des années soixante début soixante-dix, nos élèves étaient en majorité issus de familles dites traditionnelles, et avaient suivi un cursus identique. Avec la révolution en éducation et suite à la forte croissance démographique de l'après-guerre, nos clientèles étaient en progression constante. Aucune crainte à avoir; tous voulaient ou devaient venir au cégep.

Aujourd'hui, la situation est différente. La famille traditionnelle est éclatée. L'élève de demain aura un vécu différent, une culture souvent très riche et originale. Nous aurons à faire notre niche coincée entre un niveau secondaire de plus en plus envahissant et une université qui, depuis une décennie, offre carrément un enseignement de niveau collégial. Surtout, nous devons nous adapter rapidement aux besoins d'une nouvelle clientèle qui, souvent, est déjà sur le marché du travail et vient chercher un complément de formation. Cela veut peut-être dire une troisième session, le collège de fin de semaine, des programmes sur demande. La liste n'est limitée que par notre imagination adaptable. C'est une voie par laquelle nous pourrions affirmer notre vocation et changer, aux yeux du public, cette image mesquine de « jobinards » dont on nous a souvent affublés.

Ces éléments de ma modeste réflexion vous sont présentés afin qu'ensemble nous puissions cheminer dans les minutes qui vont suivre. La discussion entre la vocation et le job n'est pas l'apanage des seuls enseignants et enseignantes. Ce même thème passe-partout pourrait être au programme de colloques de beaucoup de métiers et de professions.

La vocation, au fond, n'est-elle pas simplement aimer son travail à la passion?

B. Définir ensemble de nouveaux modèles de gestion

PROBLÉMATIQUE

Par le passé, le maître mot de la démocratie était: participation. Une foule de comités furent mis sur pied; les luttes de clan, les rivalités manichéennes ne tardèrent pas à avoir le haut du pavé. Aujourd'hui, on procède à des ajustements.

Y a-t-il des modèles de gestion qui réussissent à créer des liens? Qu'est-ce que les cégeps souhaitent comme style de gestion? Comment marier les solitudes (M.E.S.S.-collèges, syndicats-administration, professeurs-étudiants)?

Communication de

Claude SAINT-CYR

Conseiller pédagogique

Service de recherche et expérimentation

Cégep Joliette-De Lanaudière

LA CONSULTATION, UN OUTIL DE COLLABORATION ENTRE ADMINISTRATEURS ET ENSEIGNANTS

Introduction

Le thème de notre atelier porte sur la définition de nouveaux modèles de gestion qui faciliteraient la rencontre de plusieurs solitudes.

Les deux solitudes qui m'intéressent plus particulièrement sont les administrations de collège et les enseignants et enseignantes. Je n'ai pas l'intention de vous présenter un modèle théorique de préparation au mariage d'êtres solitaires; j'utiliserai plutôt un cas de consultation pour dégager les principes qui ont permis de faire collaborer les enseignants et les enseignantes avec l'administration du Cégep à la rédaction d'un document institutionnel, notamment une politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages.

La première partie de la communication vous décrira le processus de consultation que nous avons utilisé. Dans la deuxième partie, je dégagerai les principes qui ont permis de réussir une telle consultation. Dans la troisième partie, je vous inviterai à échanger sur la collaboration qui existe et qui devrait exister entre les administrations et les enseignants et enseignantes dans les cégeps.

Première partie

- Le processus d'élaboration d'une politique d'évaluation des apprentissages au cégep Joliette-De Lanaudière

En décembre 1986, la Commission pédagogique a formé un comité paritaire enseignants, non-enseignants, visant à élaborer une politique d'évaluation des apprentissages.